



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport de l'AERES sur l'unité :I3M

Information, Milieux, Médias, Médiations

EA n° 3820

sous tutelle des
établissements et organismes :

Université de Nice Sophia Antipolis

Université du Sud Toulon Var

Janvier 2011



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport de l'AERES sur l'unité : I3M

Information, Milieux, Médias, Médiations

EA n° 3820

sous tutelle des
établissements et organismes :

Université de Nice Sophia Antipolis

Université du Sud Toulon Var

Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des unités
de recherche

Le Directeur

Pierre Glorieux

Janvier 2011



Unité

Nom de l'unité : I3M (Information, Milieux, Médias, Médiations)

Label demandé : EA

N° si renouvellement : 3820

Nom du directeur : M. Paul RASSE et M. Eric BOUTIN, co-directeurs

Membres du comité d'experts

Président :

M. Jean-François TÉTU, IEP Lyon, France

Experts :

Mme Geneviève LALLICH BOIDIN, Université Lyon 1, France, représentant le CNU

M Mihai COMAN, Université Bucarest, Roumanie

M. Stéphan BRATOSIN, Université Toulouse 3, France

M. Serge BORIES, Université Montpellier 1, France

Représentants présents lors de la visite

Délégué scientifique représentant de l'AERES :

Mme Viviane COUZINET

Représentant(s) des établissements et organismes tutelles de l'unité :

M. Marc SAILLARD, Chargé du suivi des recherches. Administration provisoire, USTV

M. Jean-Marc LARDEAUX, Vice-président du Conseil scientifique, UNSA

1 • Introduction

Le laboratoire I3M (« Information, Milieux, Médias, Médiations ») comporte 33 enseignants-chercheurs, et parmi eux 6 professeurs et 9 maîtres de conférences habilités à diriger des recherches, dont aucun ne bénéficie d'une prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) / Prime d'excellence scientifique (PES). Il se répartit sur deux sites, Toulon (USTV) et Nice (UNSA) et constitue de fait une fédération de deux sites autonomes, malgré une recomposition des axes et un effort manifeste de réunion des deux sites dans le pilotage des axes et sous-axes.

Le bilan scientifique de l'unité I3M est fort mal présenté, malgré sa taille (143 pages) :

- absence des tableaux qui doivent y figurer ;
- absence de données sur les dépenses, à la fois sur la dotation et sur les contrats, fort élevés ;
- présentation lourde et peu claire des membres des axes et sous-axes ;
- présentation très médiocre des publications qui imposent au comité de tout vérifier (*cf. infra*) ;
- présence dans le bilan de détails sur les formations qui sont étrangers à l'objectif du bilan.

Il a donc fallu que le comité demande à cette unité de lui fournir les données manquantes, ce qu'elle a fait avant, puis après la visite (données sur les membres des axes, sur les dépenses et sur les publications).

Pour la visite, la quasi-totalité des membres de l'équipe d'accueil était présente. Les co-directeurs ont répondu clairement et le co-directeur toulonnais a envoyé aux membres du comité les données manquantes ou rectifiées dès après la visite. Une dizaine d'autres membres sont intervenus. Les autorités de tutelle ont confirmé l'autonomie des deux sites, ce qui pose des difficultés majeures à l'identité claire du laboratoire.

La rencontre avec les doctorants, nombreux, a vivement contrasté avec la présentation assez déplorable de leur encadrement, tant dans le bilan que dans les fiches individuelles .

- **Date et déroulement de la visite :**

La visite a eu lieu le 11 janvier 2011.

Elle a commencé par une rencontre (près de 3h) avec la quasi totalité des membres du laboratoire (y compris le personnel IATOS) sur l'ordre du jour suivant : gouvernance ; activités scientifiques ; publications ; encadrement des doctorants ; contrats. Outre les deux co-directeurs, plus de 10 membres de l'équipe se sont exprimés. Les co-directeurs ont remis au comité des experts les documents qu'il avait demandés et qui ne figuraient pas au dossier. Le comité a rencontré ensuite deux représentants des autorités de tutelle à huis clos (30 minutes), puis les doctorants (37 présents) pendant 45 minutes. Le comité a ensuite consacré l'après-midi à la préparation du rapport. La visite s'est terminée à 17h.

Cette unité provient de la réunion, en 2004, de trois équipes : « Lepont », à Toulon (technologies de l'information), « Lasmic » et « Mediativ » à Nice (culture et communication). Leur réunion, sur fond de stricte autonomie budgétaire et de gestion sur les deux sites (points confirmés par les tutelles), a permis d'élargir le périmètre de recherches et d'assurer le fondement de nombreuses formations (8 masters, 3 départements d'IUT, au total 2240 étudiants), par ailleurs fortement sous-encadrées. Ce laboratoire possède donc deux sites autonomes (distants de 150 km) mus par une volonté affirmée de coopération ; en témoignent les séminaires communs alternés sur les deux sites et l'affichage de co-responsabilités des axes de recherche. Son thème de recherche peut être résumé sous l'intitulé global de « dispositifs socio-techniques d'information et de communication » et se décline en trois axes (culture et communication ; communication des organisations ; écritures numériques), eux-mêmes subdivisés en trois sous-axes, chacun ayant ses co-responsables, si bien que ce laboratoire compte au total 23 responsables - pour 33 enseignants-chercheurs. Une particularité forte de ce laboratoire est son ancrage régional qui lui vaut une importante activité contractuelle (430 000 euros sur la dernière période) qui n'a pas pu être examinée aussi précisément que l'aurait souhaité le comité, faute de temps.



- Equipe de Direction :

Bien que l'établissement responsable de la demande soit l'université de Nice Sophia Antipolis (UNSA), ce laboratoire n'a pas un directeur, mais deux co-directeurs, chacun ayant un directeur associé et un bureau distincts, composé chacun de trois autres personnes chargées, pour chaque site, des doctorants, de la gestion et des séminaires, plus un représentant des doctorants. Malgré cette lourdeur, il n'y a pas de texte statutaire, ni de règlement intérieur, les deux étant en préparation.

- Effectifs de l'unité : (sur la base du dossier déposé à l'AERES) :

	Dans le bilan	Dans le projet
N1 : Nombre d'enseignants-chercheurs (cf. Formulaire 2.1 du dossier de l'unité)	26	33
N2 : Nombre de chercheurs des EPST ou EPIC (cf. Formulaire 2.3 du dossier de l'unité)	0	0
N3 : Nombre d'autres enseignants-chercheurs et chercheurs y compris chercheurs post-doctorants (cf. Formulaire 2.2, 2.4 et 2.7 du dossier de l'unité)	19	9
N4 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs titulaires (cf. Formulaire 2.5 du dossier de l'unité)	2,4	2,6
N5 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs non titulaires (cf. Formulaire 2.6 du dossier de l'unité)	0	
N6 : Nombre de doctorants (cf. Formulaire 2.8 du dossier de l'unité)	64	
N7 : Nombre de personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	9	12

N.B. La ligne N3 est rectifiée, pour le projet, par le comité. En effet, le laboratoire comptait, dans le formulaire 2.4, 5 maîtres de conférences anciens ou récents, considérés par le laboratoire comme « non-productifs » et qui, à ce titre n'avaient pas été intégrés dans la liste des membres.

2 • Appréciation sur l'unité

Le laboratoire I3M présente un dossier difficile à évaluer, malgré sa taille importante, pour plusieurs motifs :

- Il est composé en fait de deux équipes, dotée chacune d'une autonomie budgétaire et de gestion, ayant chacune son directeur et un co-directeur, son bureau, et étant rattachée chacune à une Ecole doctorale distincte.

- Ses orientations de recherche montrent une activité, certes importante, mais très dispersée entre les objets et les méthodes, relativement dispersée entre sciences de l'information et de la communication (SIC) et disciplines proches, très dispersée entre activités contractuelles, substantielles, et activités de recherche propres au laboratoire.

- L'activité du laboratoire, en conséquence, semble la somme de projets, plus ou moins issus d'opportunités, plutôt que le résultat d'un programme scientifique collectif.



- La production scientifique, en termes de publications, est présentée dans le bilan de telle sorte qu'elle apparaît surévaluée.

- L'encadrement des doctorants demande à être reconsidéré, malgré la satisfaction affirmée de ces derniers.

Cela dit, on doit reconnaître aussi un important effort pour développer la coopération entre les deux sites, pour augmenter le nombre et la qualité des publications, pour donner une meilleure visibilité au laboratoire, pour maintenir ou accroître l'insertion du laboratoire dans la région.

- **Points forts et opportunités :**

Ils peuvent être résumés en quatre points :

- une volonté nette de publier dans des revues de référence, volonté soutenue par des incitations fortes à déposer les publications dans HAL ;

- le souci affirmé d'avoir une visibilité internationale (d'où l'incitation à publier en anglais), et les appuis à cette fin, ce qui suppose aussi une forte implication dans des réseaux de coopération scientifique, méditerranéens notamment ;

- une variété géographique de l'origine des doctorants, qui montre la réussite de cette visibilité ;

- la capacité, enfin, à attirer des contrats de la part des collectivités territoriales et des entreprises privées implantées dans la région PACA.

A cela s'ajoute le soutien des autorités de tutelle, clairement affirmé.

- **Points à améliorer et risques :**

Ils proviennent d'abord de l'hypertrophie des fonctions de responsabilité qui poussent à un éclatement de multiples directions de recherche, d'où, semble-t-il, la faible qualité de présentation du dossier. Ils proviennent ensuite de ce que les points forts présentent chacun un risque spécifique.

Le plus net est l'identité scientifique relativement floue du laboratoire dans son ensemble. L'absence de paradigme unificateur fait apparaître les axes et sous-axes comme un agrégat composite plus que comme la déclinaison d'une problématique générale sur divers objets ou avec des méthodes complémentaires. De ce fait, il est difficile de situer ce laboratoire dans le champ global des recherches en SIC. On constate en outre un relatif tiraillement, perçu dans les publications comme dans les contrats, entre SIC, d'une part, et sciences de gestion (communication des organisations), sciences de l'éducation (contrat REVE), informatique et ingénierie (divers contrats). Certes, on ne saurait reprocher à un laboratoire de cette discipline de privilégier l'interdisciplinarité qui la fonde, ni la porosité de ses frontières relativement mouvantes, mais il importe cependant de savoir exactement où on se situe. Le travail scientifique, en conséquence, est moins un travail de laboratoire que de site et de projets. Et les coopérations du laboratoire semblent davantage guidées par les rapports institutionnels que par les rapports scientifiques.

La présentation des publications, pourtant nombreuses, est médiocre (cf. *infra*).

Les contrats indiquent une bonne insertion locale, un lien fort avec les formations professionnalisantes (notamment l'Institut INGEMEDIA de l'USTV), mais présentent le risque d'une dérive vers la seule consultance ou l'ingénierie. Ils devraient constituer aussi un terrain solide pour les recherches doctorales, ce qui ne semble pas le cas, et la source d'une recherche théorique peu développée dans ce cadre.

L'encadrement des doctorants est très inégal, et la faible information sur les sujets de thèse dans les fiches individuelles ne fait pas apparaître un rapport évident entre les thèmes des thèses et les recherches les plus pertinentes des directeurs. L'attractivité de l'équipe, comme il ressort de l'entretien avec les doctorants, est manifestement davantage institutionnelle (coopérations avec organismes étrangers) que scientifique (ce ne sont pas les travaux des membres du laboratoire qui motivent les candidats).



- **Recommandations:**

L'identité scientifique de ce laboratoire, qui fédère en fait deux sites, est à construire. Afin d'améliorer la gouvernance, il faudrait simplifier l'organisation et adopter un règlement intérieur. Du point de vue scientifique, il importe de définir un paradigme unificateur, actuellement absent. Cela fonderait davantage la politique contractuelle

qui profiterait ainsi d'un meilleur ancrage scientifique, et au réinvestissement des objets de ces contrats dans la recherche, notamment doctorale.

- **Données de production :**

(cf. http://www.aeres-evaluation.fr/IMG/pdf/Criteres_Identification_Ensgts-Chercheurs.pdf)

A1 : Nombre de producteurs parmi les chercheurs et enseignants chercheurs référencés en N1 et N2 dans la colonne projet	23
A2 : Nombre de producteurs parmi les autres personnels référencés en N3, N4 et N5 dans la colonne projet	5
A3 : Taux de producteurs de l'unité [A1/ (N1+N2)]	69,7%
A4 : Nombre d'HDR soutenues (cf. Formulaire 2.10 du dossier de l'unité)	2
A5 : Nombre de thèses soutenues (cf. Formulaire 2.9 du dossier de l'unité)	17

3 • **Appréciations détaillées :**

- **Appréciation sur la qualité scientifique et la production :**

La caractéristique la plus immédiatement visible est l'intégration du laboratoire dans le tissu territorial, ce dont témoignent les contrats. Ainsi, le laboratoire répond bien à une demande sociale et économique ou technologique, mais cela ne sert pas, ou pas assez, à un approfondissement des recherches, ni à un réinvestissement dans la production des thèses. D'autre part, le poids important des contrats entrave la production scientifique propre, dès lors que la part d'expertise et de conseil y est significativement importante (quasi totalité des projets PACA Labs et projets « environnements immersifs »). En outre, le pilotage de ces activités contractuelles impose le recours à des « chefs de projet » qui ne sont pas forcément enseignants-chercheurs (cas typique : REVE), ce qui ne peut produire qu'un décalage dans les objectifs proprement scientifiques.

L'absence de paradigme unificateur conduit à une suite de projets dans les sous-axes, dont l'unité n'est pas repérable (à titre d'exemple-type : « les représentations sociales et médiatiques », dont le PIR journalisme, se situent dans l'axe I,1, alors que les « mutations du journalisme à l'heure des SIC » sont dans l'axe III, 3).

L'apparente nouveauté de notions fortement mises en avant n'est en fait que le « recyclage » de problématiques éprouvées (ainsi l'intelligence territoriale), ou la tentative de remettre à l'ordre du jour des problématiques qui, dans la communauté scientifique, sont actuellement repensées assez différemment (telles les études culturelles).

La nature et le nombre des publications sont présentés de telle sorte qu'on ne peut se fier aux indications données, pour l'ensemble des motifs suivants :

- Les publications à paraître ne devraient pas y figurer.
- Il règne une confusion constante entre volumes d'actes et ouvrages scientifiques.



- De même ouvrages scientifiques, publications professionnelles et ouvrages de vulgarisation sont confondus en permanence.
- Le nom de l'éditeur et la pagination des articles ou chapitres sont souvent omis.
- Dans beaucoup de publications collectives, les auteurs principaux sont peu identifiables, ainsi que les responsables collectifs de publications, ce qui multiplie le nombre des références.
- Les communications à des colloques et les publications qui en sont issues sont indiquées séparément.
- Il figure un nombre significatif de revues d'autres disciplines, sans que le pourcentage de ces catégories soit indiqué, dans le bilan global comme dans les fiches individuelles.

N.B. après la visite du comité, le co-directeur du site de Toulon a envoyé une liste de publications corrigée d'après les recommandations du comité.

Cela dit, on doit relever un taux assez élevé de publications, et surtout une tendance forte à l'accroissement des publications dans des revues de référence (45 ACL) ; une volonté de publications collectives qui sont l'expression la plus aboutie du travail du laboratoire (2 dans l'ancien axe 1 ; 1 dans l'axe 2 ; 1 dans l'axe 5) ; 5 directions d'ouvrages scientifiques et, pour l'ancien axe 4, une importante production de colloques. Quant aux chapitres d'ouvrages scientifiques, en éliminant les auto-publications et les ouvrages dont la scientificité n'est pas évidente, on parvient au chiffre de 54, ce qui est tout à fait estimable.

Le comité doit signaler la volonté forte du laboratoire de rendre visible la production scientifique en incitant les membres de l'unité à déposer leurs publications en archives ouvertes (HAL) et en soutenant (formation et traduction) les publications en anglais. Cet effort louable mérite d'être poursuivi.

Le comité, en revanche, relève une forte tendance à l'auto-publication et une forte présence dans des instances (SFSIC par exemple, ou réseau TICE Med) qui renforcent certes la visibilité du laboratoire, mais davantage que sa pertinence scientifique. De façon assez insistante, ce laboratoire cherche à être assez massivement présent dans des réseaux ou des rencontres régulières où la sélection est faible ou inexistante (colloques franco-roumains de

Bucarest) ou bien le fait d'instances de sélection où la part du laboratoire est forte. Ces relations et coopérations sont loin d'être inintéressantes, mais ne correspondent pas forcément au degré de scientificité affiché.

Enfin ce laboratoire possède une revue (*Information, Savoirs, Décisions, Médiations, ISDM*), ce qui représente un atout considérable, mais dont la régularité scientifique et le niveau moyen mériteraient d'être fortement repensés au cours du prochain contrat.

En ce qui concerne les doctorants, là encore, le comité est partagé entre deux appréciations.

Le dossier pousse à un examen très critique : l'origine, le financement, voire même le nom d'un directeur de thèse, ce qui est très grave, de 7 doctorants sont absents des tableaux. 44 doctorants sur 64 n'ont aucun financement, on ne compte qu'une seule bourse CIFRE et aucune allocation. La charte de doctorat fournie au comité est celle de Nice (elle ne concerne pas Toulon) et elle n'émane pas de l'Ecole doctorale, mais de l'antenne niçoise du laboratoire ; cette charte ne fait pas mention de l'école doctorale, ni, dès lors, de son rôle dans l'approbation des sujets de thèse, ni du choix de leurs directeurs en fonction de leurs compétence et des orientations de recherche du laboratoire. Au reste, la répartition entre les directeurs (9 habilités à diriger des recherches, plus 3 habilités à diriger des recherches non-enseignants-chercheurs) laisse à désirer : le co-directeur niçois dirige 14 thèses et un professeur émérite de Toulon 7 thèses, plus 5 en co-direction ou co-tutelle, ce qui est manifestement excessif. Enfin, ni les fiches individuelles, ni le bilan ne font apparaître une liste claire des sujets de thèse, ni leur contribution à la production scientifique du laboratoire.

La rencontre avec les doctorants laisse un sentiment assez fortement différent. La présence des doctorants en fort nombre lors de la visite plaide évidemment en faveur de ce laboratoire, tout comme le fait que cette visite a été fort bien préparée par les doctorants, manifestement satisfaits par leur intégration dans l'équipe. Les données fournies par les doctorants ne sont pas exactement celles du dossier, qui n'intègre évidemment pas les derniers arrivants. Les données suivantes privilégient les éléments recueillis pendant la visite. 32 doctorants à Toulon, 39 à Nice. Les éléments les plus significatifs sont les suivants : d'abord un faible financement des thèses : 39 n'ont pas de financement, surtout à Toulon, mais il y a désormais parmi eux 2 bourses CIFRE, 3 ATER et 3 post-ATER, 5



enseignants, 8 salariés, 4 étudiants Erasmus et 1 bourse étrangère. Les doctorants sont fortement soutenus par le laboratoire et les Ecoles doctorales, pour leur déplacements entre les deux sites et pour leurs communications : 10 K€ de la part de chacune des sources de financement. Le choix des co-tutelles est clairement affirmé : 3 à Nice, 10 à Toulon (dont 7 avec le Maghreb). Les doctorants expriment leur satisfaction des séminaires et des journées d'études doctorales, dont ils soulignent l'utilité pour eux, et de l'appui financier éventuel du laboratoire pour les tâches administratives ou contractuelles qu'ils remplissent ou encore pour les tutorats qui leur sont confiés. L'Ecole doctorale leur fournit une formation en anglais, en informatique et pour l'insertion professionnelle. Les doctorants sont réunis en associations actives. Ils vantent avec conviction leurs conditions de travail et la qualité des thèses récemment soutenues mais, malgré de discrets appels réitérés, sont muets sur la dimension scientifique de leur propre travail, qui semble n'exister que par des communications. Là encore, on constate l'absence d'un fil directeur scientifique, tant théorique que méthodologique : en un mot, la question d'évaluer le savoir qu'ils construisent ne semble pas se poser pour eux ; en tout cas, elle est oubliée.

La pérennité des relations contractuelles semble largement assurée si on observe le caractère récurrent et régulier des contrats avec le programme PACA Labs et la forte insertion dans le pôle méditerranéen de l'Institut des sciences de la communication du CNRS.

- **Appréciation sur le rayonnement, l'attractivité, et l'intégration de l'unité de recherche dans son environnement :**

Le laboratoire présente une attractivité significative dont témoigne l'origine des doctorants (19 proviennent d'autres formations, dont 4 du bassin méditerranéen), mais curieusement la question qui leur est posée de savoir quels travaux des directeurs de recherche ils connaissaient avant leur arrivée n'éveille aucun écho. Il semble donc bien que ce sont les réseaux institutionnels où le laboratoire est inséré, plus que la production scientifique, qui les a conduits ici. On retrouve ici la contradiction ou l'ambivalence forte de ce laboratoire :

- un rayonnement manifeste auprès des entreprises de la région ;
- l'absence de chercheurs extérieurs ou de post-doctorats (sauf invités des pour stages d'un mois, notamment roumains), ce qui renforce le sentiment de relations institutionnelles, plus que scientifiques.
- l'absence, également, d'enseignant-chercheurs bénéficiant de primes scientifiques (PEDR ou PES) ou de prix scientifiques.

Les invitations des membres du laboratoire à l'étranger relèvent de la même ambivalence : le comité salue l'ancrage scientifique fort d'un enseignant invité au Québec et les publications du même enseignant-chercheur dans des lieux innovants de qualité, tandis qu'il multiplie par ailleurs les invitations dont l'importance scientifique est peu nette.

Les autorités de tutelle insistent sur la nécessité de maintenir ce laboratoire qui répond à une demande sociale forte, mais lorsqu'il est question des pôles ou des formations d'excellence, elles indiquent d'emblée d'autres disciplines.

Le programme national TICE Med a été initié par ce laboratoire, ce qui est fort bien, mais son développement proprement scientifique est peu clair. Il en va de même pour la revue *ISDM* qui peine à attirer des contributions de qualité.

En revanche, ce laboratoire est très orienté vers sa propre valorisation, locale et internationale. En témoignent les efforts faits pour présenter le classement des revues de référence de la discipline comme son œuvre propre, ce qui est pour le moins inexact.



- **Appréciation sur la stratégie, la gouvernance et la vie de l'unité:**

La gouvernance est à revoir, d'abord par l'établissement de statuts et d'un règlement intérieur qui préciseraient les relations entre les deux établissements (les deux sites) et les règles de fonctionnement de l'autorité.

Dans l'état actuel, il ne s'agit pas d'un laboratoire, mais de la fédération de deux sites autonomes malgré un effort significatif pour faire apparaître les relations scientifiques entre les deux (exemple : pilotage des sous-axes de recherche).

Si la communication externe est excellente, ni cette dernière, ni la communication interne (listes de diffusion efficaces) ne mettent en évidence une ligne scientifique de référence, qui reste largement à construire.

Le problème de ce laboratoire est que, autant il est prompt à répondre efficacement à des demandes locales fortes, autant il est prompt à s'insérer dans des réseaux de natures diverses, autant cela semble répondre à une logique d'opportunités plus qu'à une ligne scientifique claire, dont les outils existent pourtant (par exemple la revue *ISDM*) mais ne sont pas utilisés en ce sens.

L'implication des membres de l'unité dans les activités d'enseignement et dans la recherche appliquée de la région est très nette. Mais il n'est pas certain que le laboratoire soit « structurant », car il dépend davantage des opportunités auxquelles il répond qu'à celles qu'il pourrait faire naître.

- **Appréciation sur le projet :**

Il existe indiscutablement des projets, nombreux, parfois très clairs (I,1 et III,2), parfois clairs mais trop éclatés (I,2 et III,3), parfois trop directement liés à des contrats auxquels ils se résument (III,1), parfois enfin peu clairs conceptuellement, malgré un habillage qui peut séduire des partenaires (axe II). Mais cela ne fait pas un véritable projet pour le laboratoire. Ce projet, défini scientifiquement, doit être un des objectifs du prochain contrat.

Le montant des ressources affectées au laboratoire par les établissements est en croissance forte (la dotation de l'UNSA est passée de 17 à 32 K€ en deux ans) et vivement soutenue par la politique contractuelle du laboratoire. L'affectation des moyens (il a toutefois fallu que le comité d'experts le demande) est rigoureuse et confirmée par l'autorité de tutelle, notamment pour Toulon dont l'administration provisoire a examiné avec soin l'ensemble des budgets. Elle fait apparaître un poids assez lourd des déplacements (notamment entre les deux sites, dont la distance, évidemment, grève le budget ; et pour les communications à l'occasion des colloques et des missions). Cela laisse une portion congrue à la documentation, fort négligée dans le budget : le laboratoire s'appuie sur le SCD, dont une partie est physiquement dédiée aux SIC, mais cela n'est pas vraiment satisfaisant car la littérature grise y est négligée et, ni les enseignants-chercheurs, ni les doctorants n'ont sous la main les usuels le plus souvent utiles aux activités de recherche. Il est vrai que les locaux (le comité a vu les deux bureaux, spacieux et fort agréables, de Nice) ne comportent pas de salle de travail dédiée aux doctorants ; les enseignants-chercheurs disposent sur chaque site de bureaux liés à leur enseignement et, de ce fait, il n'y a pas d'espace dédié à la recherche.

En ce qui concerne les contrats, l'affectation des budgets est rigoureusement contrôlée et fait apparaître que le fonctionnement contractuel est très proche de celui d'une entreprise de consultance, d'où par exemple l'existence de chefs de projets parfois extérieurs à la population des enseignants-chercheurs et le montant, normal en ce cas, des rémunérations contractuelles. Il est à noter, cependant, que ces contrats sont aussi l'occasion pour le laboratoire d'acquérir des équipements coûteux (matériels et logiciels).



Intitulé UR / équipe	C1	C2	C3	C4	Note globale
INFORMATION, MILIEUX, MEDIAS, MEDIATIONS	B	A	C	B	B

C1 Qualité scientifique et production

C2 Rayonnement et attractivité, intégration dans l'environnement

C3 Gouvernance et vie du laboratoire

C4 Stratégie et projet scientifique

Statistiques de notes globales par domaines scientifiques
(État au 06/05/2011)

Sciences Humaines et Sociales

Note globale	SHS1	SHS2	SHS3	SHS4	SHS5	SHS6	Total
A+	2	8	2	11	5	6	34
A	12	33	12	13	32	18	120
B	11	37	6	22	19	5	100
C	8	4	2	6	1		21
Non noté	1						1
Total	34	82	22	52	57	29	276
A+	5,9%	9,8%	9,1%	21,2%	8,8%	20,7%	12,3%
A	35,3%	40,2%	54,5%	25,0%	56,1%	62,1%	43,5%
B	32,4%	45,1%	27,3%	42,3%	33,3%	17,2%	36,2%
C	23,5%	4,9%	9,1%	11,5%	1,8%		7,6%
Non noté	2,9%						0,4%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Intitulés des domaines scientifiques

Sciences Humaines et Sociales

SHS1 Marchés et organisations

SHS2 Normes, institutions et comportements sociaux

SHS3 Espace, environnement et sociétés

SHS4 Esprit humain, langage, éducation

SHS5 Langues, textes, arts et cultures

SHS6 Mondes anciens et contemporains

Nice, le 13 avril 2011

Affaire suivie par :
Eric DJAMAKORZIAN

Tél. : 04 92 07 69 05
Fax : 04 92 07 66 00

N/REF : 2011-1799

AERES
M. Pierre GLORIEUX
Directeur de la section des Unités
de recherche
20 rue Vivienne
75002 – PARIS

Ref : Rapport d'évaluation S2UR120001756 - INFORMATION,
MILIEUX, MEDIAS, MEDIATIONS - 0060931E

Monsieur le Directeur,

Faisant suite au travail effectué par le comité de visite de l'AERES et du rapport d'évaluation émis sur l'Unité de Recherche « Information, Milieux, Médias, Médiations (I3M) » portée par l'Université Nice Sophia Antipolis, vous voudrez bien trouver ci-joint la réponse que nous désirons apporter à ce rapport.

Celle-ci comporte uniquement des observations de portée générale allant dans le sens des recommandations très positives faites par le Comité de visite que nous remercions pour son travail constructif, notamment en matière de gouvernance et d'identité scientifique du laboratoire, de cohérence interne des axes de recherche et de leur articulation entre eux.

Vous en souhaitant bonne réception,
Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'expression de mes sentiments distingués

Pour le Président de l'Université de
Nice-Sophia Antipolis et par délégation,
Vice-Président délégué au Pilotage
de l'Autonomie et des Moyens



GRAND CHÂTEAU
28 AV VALROSE • BP 213
06103 NICE CEDEX 2


Robert TELLER

Réponse du laboratoire I3M au rapport du comité d'experts de l'AERES

12 avril 2011

Le laboratoire I3M remercie le comité d'experts de l'AERES pour son étude très détaillée de son dossier et la finesse de ses analyses, ainsi que pour les débats sereins et très constructifs qui ont présidé à l'échange avec le comité de visite.

Bien que le rapport mette en avant certains points forts du laboratoire, nous avons été particulièrement sensibles aux critiques concernant les points faibles de ce dernier et nous nous engageons à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour répondre aux recommandations des experts.

Nous notons que le comité a mis en évidence la dynamique de la recherche, son inscription dans le territoire en même temps que sa dimension internationale ; de même, le comité a insisté sur l'augmentation importante, durant ce présent quadriennal, du nombre de publications des membres du laboratoire I3M dans les revues qualifiantes de la 71^o section. En revanche, nous considérons avec la plus grande attention les remarques et les suggestions concernant la gouvernance et l'identité scientifique du laboratoire, la cohérence interne des axes de recherche et leur articulation entre eux.

La gouvernance

Nous pouvons regretter de n'avoir pas suffisamment réussi à mettre en évidence la dynamique collective qui a permis de construire ce laboratoire à partir de trois équipes et de rassembler l'ensemble des enseignants-chercheurs de la discipline en dépassant les antagonismes qui les opposaient depuis de nombreuses années.

Nous nous engageons à mettre en place un Conseil de laboratoire qui aura pour première mission d'élaborer le règlement interne du laboratoire et de mettre en place un exécutif resserré, chargé de pallier les problèmes liés à l'ancrage territorial du laboratoire sur deux sites. Sans altérer la collégialité nécessaire à l'implication de tous, ce Conseil de laboratoire se concentrera sur le pilotage des activités du laboratoire, sur la définition de ses stratégies de développement et sur ses orientations thématiques.

Dans cet esprit, nous souhaitons préciser que le laboratoire dispose enfin d'un personnel IATOS recruté à la rentrée 2010, personnel qui lui faisait cruellement défaut jusqu'à présent et dont l'activité lui permettra d'améliorer la mise en place et l'efficacité des outils de gestion des effectifs et des doctorants.

L'identité scientifique du laboratoire

Le laboratoire n'est pas la résultante d'une construction ex nihilo, mais celle de la rencontre de trois laboratoires, positionnés chacun sur des axes scientifiques précis. Nous sommes ainsi parvenus à passer de huit axes à trois axes seulement dans le cadre du présent quadriennal.

Nous sommes d'accord cependant pour dire qu'il nous faut maintenant renforcer la cohérence générale du laboratoire, notamment à travers la recherche d'une plus grande cohérence interne

de ses axes, mais surtout affirmer l'identité scientifique de ce dernier en élaborant un paradigme de recherche unificateur lui-même lié à la définition d'une politique scientifique appuyée sur les champs les plus innovants du laboratoire et sur une approche renouvelée de ses champs traditionnels. Cela n'exclut pas ce qui relève de la consultance et de l'expertise mais nécessite de mieux fonder la politique contractuelle sur l'objectif d'approfondissement des recherches et le réinvestissement dans la production des thèses, en particulier pour ce qui relève des environnements immersifs.

Concernant l'activité contractuelle

Le rapport mentionne une activité contractuelle importante, mais souligne aussi le risque d'une dérive vers la seule consultance. Ce constat toutefois est pondéré par une remarque ultérieure du rapport, qui constate en effet « une tendance forte à l'accroissement de la publication dans les revues de référence ». Pour ne prendre que deux exemples : le contrat « technopoles » a donné lieu à un OS et trois ACL, celui sur les intermittents un OS et deux ACL. Lors du précédent contrat quadriennal, l'activité contractuelle était réduite. Nous avons mené une politique volontariste : les contrats, notamment les dispositifs Pacalabs, mais bien d'autres aussi (4 contrats avec le CNRS par exemple), nous fournissent des terrains d'expérimentations riches pour les chercheurs et les doctorants.

Ces éléments montrent que la stratégie scientifique du laboratoire n'est pas guidée par des réponses opportunistes à des appels d'offre. Tous les contrats obtenus l'ont été à la suite d'une réponse à des appels d'offre blancs ou ouverts avec des comités de sélection qui ont reconnu les compétences du laboratoire et ont permis à chaque fois d'enrichir ces dernières. Ce qui nous permet maintenant d'être mieux armés pour répondre à des appels à projets de plus grande envergure, comme en atteste le montage récent d'un appel de type PCRD ou d'un FUI (en cours) qui n'auraient pu voir le jour sans cet effet d'expérience et sans capitaliser sur les recherches conduites dans le cadre de ces projets. De plus, ces contrats ont permis de collecter des sommes importantes et, pour l'essentiel, de dégager ainsi le financement sur fond propres de doctorant ou de post-doctorants en relation avec leurs propres travaux scientifiques.

Nous tenons également à souligner que le laboratoire dispose aujourd'hui de l'expérience et de la maturité scientifique nécessaires pour subordonner plus nettement ces recherches appliquées à un cadre scientifique exigeant qui les fonde théoriquement et qui oriente leur développement.

Au sujet de la documentation et des locaux.

Le rapport précise que la documentation (en particulier la littérature grise) est négligée dans ce budget. Les abonnements et achats d'ouvrages sont pris en charge directement par le Service de documentation des deux Universités respectives qui consacrent chaque année de part et d'autre un budget de 5000 euros à la constitution d'un fond documentaire en Sciences de l'information et de la communication. Par ailleurs chaque chercheur accède à divers bouquets de revues qui couvrent les revues majeures anglo-saxonnes de la discipline (L'UNS étant pilote dans ce domaine).

Par ailleurs le laboratoire prend bonne note de la nécessité de repenser le projet éditorial d'ISDM et de se doter d'une revue scientifique de qualité, il a déjà commencé de travailler dans ce sens.

Il n'est pas tout à fait juste de mentionner qu'il n'y a pas d'espace dédié à la recherche, puisque le laboratoire dispose, sur le site de La Garde, d'une salle de 65 m² à la disposition des doctorants et des chercheurs de l'équipe, de même qu'à Nice où il a été fait le choix de mettre en place 6 postes de travail équipés, mutualisés (attribués ponctuellement en fonction des besoins des chercheurs et des doctorants).

A propos de l'encadrement des doctorants

Le nombre élevé de thèses par directeur s'explique par le très faible nombre d'HDR parmi les enseignants-chercheurs composant l'équipe, mais la politique de recrutement de l'USTV et de l'UNS a commencé à combler cette lacune (2 PR en 2010, 1 en 2011). Un effort considérable a été fait (fait à Nice notamment où 7 thèses ont été soutenues ou vont l'être en 18 mois) de façon à pouvoir répondre à partir de la rentrée 2012 aux nouvelles injonctions des ED (8 thèses maximum par directeur). Enfin, si les experts reconnaissent la bonne appréciation par les doctorants de leur encadrement au sein du laboratoire et l'augmentation du nombre des thèses financées, ils n'ont peut être pas assez insisté à notre sens, outre l'augmentation significative du nombre de thèses soutenues chaque année, sur le fait que le laboratoire offre un cadre structurant avec des rencontres très régulières, notamment un Séminaire doctoral mensuel, des implications de toutes sortes dans la vie académique et la construction d'une identité collective doctorale qui font souvent défaut dans les équipes en SHS.

Dans tous les cas un effort particulier sera fait pour formaliser les conditions de sélection des doctorants, comme pour renforcer et rendre plus évidente la cohérence des sujets de thèse avec le projet de recherche du laboratoire. Chaque directeur de recherches définira et affichera plus explicitement les thèmes scientifiques qu'il est en train de développer, ce qui lui permettra de recruter des doctorants plus directement associés à ses propres travaux et publications.

Il nous faut préciser par ailleurs que le rapport mentionne par deux fois (p. 3 & 8) qu'aucun chercheur ne bénéficie des primes d'excellence, alors que cela est le cas pour 3 d'entre eux (deux PEDR et une PES) ; à cela il convient d'ajouter la promotion de trois professeurs au rang de PR1 durant le précédent quadriennal. De plus l'équipe comprend 3 MCF - HDR et non 9 comme cela est dit p. 3).

Pour conclure, notre équipe prend acte des efforts qui lui restent à faire pour mettre en place un cadre de travail plus structurant en interne et pour établir de manière claire l'identité scientifique du laboratoire, tout en prenant appui sur la dynamique collective, bien réelle, de ce dernier.

Paul Rasse



Eric Boutin

